

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.380/VR

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes, le 13 novembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'amendement au projet de loi-programme insérant un chapitre "Financement et mise en oeuvre du programme de réduction de la fracture numérique", après avoir examiné l'affaire à la quatrième chambre le 18 novembre 2002, a donné le 21 novembre 2002 en chambres réunies l'avis suivant qui porte sur les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, dans un délai ne dépassant pas huit jours, conformément à l'article 85bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.380/VR

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, op 13 november 2002 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand, verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van amendement tot invoeging van een hoofdstuk "Financiering en invoering van het programma tot vermindering van de digitale kloof" in het ontwerp van programmawet, heeft op 18 november 2002 de zaak onderzocht in de vierde kamer en heeft vervolgens op 21 november 2002 in verenigde kamers, binnen een termijn van ten hoogste acht dagen, overeenkomstig artikel 85bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, het volgende advies gegeven, dat betrekking heeft op de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"De hoogdringendheid wordt verantwoord door de snelle evolutie van de technologie en de impact ervan op de sociaal-economische samenleving. De alfabetisering en het verschaffen van de nodige middelen ertoe, zoals onder andere beoogd door het programma waarvan sprake, vereisen de grootste spoed opdat de digitale kloof niet verder zou verbreden. Het is van het hoogste belang de gefragiliseerde doelgroepen zo snel mogelijk in het technologisch discours te betrekken.".

*
* *

Portée de l'amendement

1. Aux termes de l'article (2) du projet d'amendement,

"La Poste est chargée de mettre en oeuvre le programme de réduction de la fracture numérique qui vise, dans le secteur des télécommunications au sens large, à accorder, dans les limites du budget (...), aux groupes de bénéficiaires définis à l'article (4), les subventions visées à l'article (5) afin de leur assurer l'accès, à des conditions avantageuses, à une connexion à l'internet, et, le cas échéant, à une interface informatique, en vue de favoriser l'accès à la communication, aux ressources promues notamment dans la perspective de l'e-gouvernement et au marché de l'emploi dans le cadre du télétravail.".

Les groupes de bénéficiaires de cette "subvention" sont désignés comme suit par l'article (4) :

- "1° les ayants droit à l'intégration sociale, visés par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale qui bénéficient d'une mesure de mise à l'emploi ou d'un projet individualisé d'intégration sociale;
- 2° les Centres Publics d'Aide Sociale sélectionnés sur base d'un projet de mise à disposition d'équipement informatique à leur public;

.../...

- 3° les chômeurs complets indemnisés, chefs de famille ou isolés, qui ont bénéficié ou bénéficient d'une mesure d'accompagnement de chômeur;
- 4° les foyers avec au moins un enfant à charge dont le revenu annuel net imposable est inférieur à EUR 13.730,98, majoré de EUR 2.500 par enfant supplémentaire;
- 5° les jeunes entrepreneurs qui remplissent les conditions pour pouvoir bénéficier d'une subvention du fonds de participation;
- 6° les bénéficiaires d'une pension de retraite dont le revenu annuel net imposable est inférieur à EUR 13.730,98."

L'exposé général de la justification donnée à l'amendement précise que celui-ci "tend à organiser certains aspects du financement et de la mise en oeuvre du programme de réduction de la fracture numérique initié sur proposition de la Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances et du Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques".

Le Roi est habilité par l'article (6) à déterminer la forme et les conditions d'octroi et de remboursement des subventions.

L'article (2), alinéas 2 et 3, habilite le Roi à déterminer les pouvoirs conférés à la Poste en vue d'exécuter la mission qui lui est confiée par l'amendement et prévoit que les modalités et les conditions d'exercice de celle-ci seront fixées dans le contrat de gestion de La Poste. Les articles (3), (5) et (10) contiennent des dispositions financières, portant sur le montant de la "subvention", le financement de la mesure et la garantie de la Société fédérale de Participations.

L'article (8), alinéa 1^{er}, limite l'accès au programme instauré par l'amendement à une période d'un an, qui peut être allongée ou écourtée en fonction du budget disponible, à propos duquel l'article (7) énonce qu'il "ne pourra excéder 30.000.000 EUR".

L'article (8), alinéas 2 et 3, habilite le Roi à régler les modalités administratives de la mesure et à régler les "règles d'adhésion qui devront être souscrites et les conditions qui devront être remplies par les distributeurs ou vendeurs d'ordinateurs et/ou de connexions à internet qui souhaitent participer au programme de réduction de la fracture numérique". L'article (9) traite de la qualification des documents ou titres émis par La Poste dans le cadre de l'amendement au regard des "bons de valeur au sens des

.../...

articles 63 à 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur". Les articles (11) et (12) contiennent des dispositions pénales et l'article (13) fixe l'entrée en vigueur du chapitre en projet au 1^{er} janvier 2003.

Compétence de l'autorité fédérale

2. Le délégué du ministre, invité à justifier la compétence de l'autorité fédérale à adopter l'amendement, a fondé celle-ci sur la compétence fédérale en matière de télécommunications.

Ce point de vue ne peut être suivi. L'amendement a en effet pour objet essentiel d'apporter une aide à des catégories de personnes qu'il considère comme défavorisées leur permettant d'avoir accès à certaines formes de télécommunications. Il ne tend pas à régler à proprement parler les télécommunications et n'est pas à ce point lié à cette matière qu'il doit être considéré comme y incluse. Il en irait autrement si l'amendement tendait à imposer aux opérateurs de télécommunications ou à certains d'entre eux, comme la législation en vigueur le prévoit d'ailleurs déjà dans une certaine mesure ⁽¹⁾, l'obligation de fournir à un tarif réduit l'accès de certaines catégories de la population aux réseaux et aux services de télécommunications ⁽²⁾. L'amendement ne tend pas à imposer une obligation de cette nature aux opérateurs de télécommunications. Il suffit d'ailleurs de constater à cet égard que l'amendement ne concerne en rien les exploitants de réseaux de télécommunications ni les fournisseurs de services de télécommunications.

⁽¹⁾ Article 84, 8°, et annexe B de l'annexe 1, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

⁽²⁾ En ce sens l'avis 32.669/4, donné le 22 avril 2002, sur un avant-projet de décret "relatif à la création d'un Fonds social de l'eau en Région wallonne".

Le fait que l'amendement tend à confier la réalisation du programme à La Poste est indifférent. Même si l'article 141 de la loi du 21 mars 1991 précitée prévoit que cette entreprise peut se voir confier des missions de service public, il va de soi que l'autorité fédérale ne saurait lui confier une mission qui ne relève pas de sa propre compétence.

Par conséquent, l'amendement ne peut être considéré comme réglant la matière des télécommunications et ne peut donc relever, à ce titre, de la compétence de l'autorité fédérale.

3. Compte tenu de ce que, comme il vient d'être rappelé, l'amendement tend à instaurer une aide destinée à certaines catégories de personnes en fonction de critères liés à leur situation sociale, il convient de vérifier si l'autorité fédérale dispose de compétences à cet égard. Cet examen se fondera sur les dispositions pertinentes de répartition des compétences en la matière, soit les articles 128 et 130 de la Constitution, l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 4, § 2, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.

En vertu des articles 128, § 1^{er}, et 130, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et alinéa 2, de la Constitution, les communautés règlent les matières personnalisables, telles qu'elles sont arrêtées par la loi, adoptée à la majorité spéciale en ce qui concerne les Communautés flamande et française et à la majorité ordinaire en ce qui concerne la Communauté germanophone. L'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, auquel renvoie l'article 4, § 2, de la loi précitée du 31 décembre 1983, énonce que les matières personnalisables comprennent notamment l'"aide aux personnes". Cette même disposition énumère de manière plus spécifique sept matières entrant dans cette attribution, en les précisant et en les assortissant d'éventuelles réserves; il s'agit des matières suivantes : (1°) "la politique familiale (...)", (2°) "la politique d'aide sociale (...)", (3°) "la politique d'accueil et d'intégration des immigrés", (4°) "la politique des handicapés (...)", (5°) "la politique du troisième âge (...)", (6°) "la protection de la jeunesse (...)" et (7°) "l'aide sociale aux détenus (...)".

La Cour d'arbitrage a interprété comme suit cette attribution de compétence, dans une affaire relative à un décret portant organisation d'une assurance soins :

.../...

"Il se déduit de ces dispositions que le Constituant et le législateur spécial ont entendu confier aux communautés, au titre des matières personnalisables, toute la matière de l'aide aux personnes et que celle-ci comprend notamment l'aide et l'assistance aux familles, la politique d'aide sociale, la politique des handicapés et la politique du troisième âge. (...).

Il importe peu que la catégorie des bénéficiaires des mesures critiquées ne soit pas expressément mentionnée dans l'énumération de l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980. Il faut en effet considérer que le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées.

L'aide que les communautés peuvent prévoir n'est donc pas limitée aux diverses catégories de personnes énumérées à l'article 5, § 1^{er}, II." ⁽³⁾.

L'amendement concerne, dès lors, une matière qui relève en principe de la compétence des communautés.

4. Il échet d'examiner toutefois si l'autorité fédérale ne peut pas se prévaloir, en l'espèce, de l'une ou l'autre exception à la compétence des communautés.

Compte tenu de l'objet de l'amendement examiné, seul l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, a) et b), de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, combiné avec l'article 4, § 2, de la loi précitée du 31 décembre 1983, est pertinent. L'article 5, § 1^{er}, II, 2°, a) et b), énonce :

"Les matières personnalisables (...) sont :

II. En matière d'aide aux personnes :

(...)

2° La politique d'aide sociale, en ce compris les règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale, à l'exception :

a) de la fixation du montant minimum, des conditions d'octroi et du financement du revenu légalement garanti, conformément à la législation instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

⁽³⁾ C.A., arrêt n° 33/2001, du 13 mars 2001, cons. B.3.3 et B.3.4. En ce sens aussi, l'avis 31.310/3 de la section de législation du Conseil d'Etat du 5 avril 2001 (Doc. parl., Parl. fl., 1999-2000, n° 355- 2, pp. 4-12).

- b) des matières relatives aux centres publics d'aide sociale, réglées par les articles 1^{er} et 2 et dans les chapitres IV, V et VII de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale sans préjudice de la compétence des communautés d'octroyer des droits supplémentaires ou complémentaires."

En ce que cette disposition confie en principe la politique d'aide sociale aux communautés, la jurisprudence de la Cour d'arbitrage et de la section de législation du Conseil d'Etat est fixée comme suit :

"La politique dont il est question dans cette disposition vise spécifiquement à fournir une assistance aux personnes qui se trouvent dans le besoin. La nature et l'origine du besoin ne jouent en principe aucun rôle pour cet aspect de l'aide aux personnes. L'aide que les communautés peuvent prévoir en vertu de cette disposition n'est donc (...) pas limitée aux diverses catégories de personnes mentionnées dans les autres subdivisions de l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980, ni à l'octroi d'une aide non différenciée." ⁽⁴⁾.

La compétence fédérale en la matière ne serait admissible que si elle pouvait se fonder sur les exceptions visées aux litteras a) ou b) de l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

5. En vertu de la compétence accordée à l'autorité fédérale en matière de "fixation du montant minimum, des conditions d'octroi et du financement du revenu légalement garanti, conformément à la législation instituant le droit à un minimum de moyens d'existence" sur la base du littera a), précité, le législateur fédéral peut prendre des mesures qui se caractérisent principalement par l'octroi d'une aide financière destinée à assurer des ressources suffisantes à leurs destinataires. Elles doivent viser en principe à améliorer la situation financière globale des intéressés pour les mettre à un niveau qui leur permet, conformément à l'article 23, alinéa 1^{er}, de la Constitution, de mener une vie

⁽⁴⁾ C.A., arrêt n° 110/99, du 14 octobre 1999, cons. B.7.5.1; dans le même sens : C.A., arrêt n° 101/2001, du 13 juillet 2001, cons. B.5.1; avis 29.966-29.969/VR, du 2 mai 2000 (Doc. parl., Chambre, 1999-2000, n° 50-19/3, p. 6, n° 2); avis 32.233/3 du 4 décembre 2001 sur le projet devenu la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (Doc. parl., Chambre, 2001-2002, n° 50-1603/1, p. 66, n° 5).

conforme à la dignité humaine ⁽⁵⁾. Les mesures d'intégration sociale qui sont mises en oeuvre à cette occasion sont admissibles au titre de la compétence fédérale si elles présentent un lien suffisant avec cet objectif, poursuivi de manière indifférenciée quant à l'objet de l'aide ⁽⁶⁾.

Tel n'est pas le cas des mesures organisées par l'amendement, portant non pas sur les ressources globales des destinataires, mais, de manière spécifique, sur l'aide financière à l'accès à une connexion à l'internet et, le cas échéant, à une interface informatique.

Le législateur fédéral ne peut donc puiser sa compétence d'adopter l'amendement à l'examen dans l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, a), de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

⁽⁵⁾ Voy. aussi l'avis 26.605/3 du 25 novembre 1997, qui a considéré, avant le remplacement de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, au sujet d'une proposition de loi ayant notamment pour objet d'accorder une allocation de logement aux bénéficiaires d'un revenu minimal :

"La compétence (accordée à l'autorité fédérale par l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, a), de la loi spéciale précitée du 8 août 1980) permet à l'autorité fédérale, en fixant le montant minimum de revenu légalement garanti, de prévoir une augmentation de ce montant au bénéfice de personnes se trouvant dans un état de nécessité déterminé.

Cette augmentation doit toutefois prendre la forme d'un supplément au minimum de moyens d'existence, et donc dépendre, entre autres, de ce que sont réunies les conditions régissant l'obtention du minimum de moyens d'existence.

La réglementation proposée prévoit une intervention d'une nature différente. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'augmenter le montant du minimum de moyens d'existence, mais de créer un nouveau droit. Pour que ce droit soit octroyé, il ne faut pas, en outre, que toutes les conditions régissant l'obtention d'un minimum de moyens d'existence soient remplies.

En dépit du rapport que la proposition établit avec la législation relative à l'institution du droit à un minimum de moyens d'existence, il ne peut être conclu, pour cette raison, à la compétence de l'autorité fédérale sur la base de l'exception précitée" (avis 26.605/3 du 25 novembre 1997, Doc. parl., Sénat, 1996-1997, n° 1-538/2, p. 3, n° 3.1).

⁽⁶⁾ Le législateur fédéral a pu ainsi adopter la loi du 26 mai 2002 précitée, qui a abrogé la loi du 7 août 1974 précitée et qui remplace le minimum de moyens d'existence par le revenu d'intégration. A ce titre, il a pu en déterminer le montant ainsi que les modalités générales de son octroi et son financement. Il a pu aussi en régler divers aspects, comme par exemple les dispositifs qui prévoient une utilisation plus active du revenu d'intégration ou qui en constituent l'accompagnement (voy. l'avis 32.233/3 précité, Doc. parl., Chambre, 2001-2002, n° 50-1603/1, pp. 68 et 69, n°s 7 et 8).

Cette conclusion vaut pour l'ensemble des bénéficiaires concernés, soit même "les ayants droit à l'intégration sociale (...)" visés par l'article (4), 1°, de l'amendement.

6. L'autre exception pertinente de compétence au profit de l'autorité fédérale trouve son siège au littera b) de l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

Il résulte de cette disposition ⁽⁷⁾ que l'autorité fédérale demeure compétente pour régler des "matières", lesquelles sont définies par référence à l'objet d'un nombre d'articles et de chapitres de la loi organique du 8 juillet 1976.

L'article 1^{er} et le chapitre IV, notamment, de cette dernière loi présentent un intérêt pour l'examen de la compétence éventuelle de l'autorité fédérale. L'article 1^{er} dispose que toute personne a droit à l'aide sociale qui a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine ⁽⁸⁾. L'obligation est faite aux centres publics d'aide sociale d'assurer l'aide visée. Le chapitre IV de la loi organique comporte des dispositions plus précises en ce qui concerne les missions des centres publics d'aide sociale. L'aide sociale y est confirmée comme l'une des missions imparties aux centres ⁽⁹⁾.

Ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, les matières visées à l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, a) et b), sont réputées se rapporter à des "droits de base", dans le sens du "minimum garanti à toutes les personnes résidant en Belgique", les communautés pouvant octroyer des droits supplémentaires ou complémentaires ⁽¹⁰⁾. Les exceptions énoncées par cette disposition traduisent ainsi la volonté de laisser au législateur fédéral le pouvoir de déterminer les allocations minimales auxquelles toute personne qui se trouve dans une

⁽⁷⁾ Voy. le texte de l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, b), plus haut, sous le n° 4.

⁽⁸⁾ Depuis, ce droit a été reconnu comme l'un des droits économiques, sociaux et culturels garantis par l'article 23 de la Constitution (voy. en particulier l'article 23, alinéa 3, 2°, dans la mesure où il garantit, entre autres, le droit à l'aide sociale).

⁽⁹⁾ Voy. par exemple les articles 57, 57bis et 57ter de la loi précitée du 8 juillet 1976.

⁽¹⁰⁾ Voy. les développements de la proposition devenue la loi spéciale du 16 juillet 1993 (Doc. parl., Sénat, 1992-1993, n° 558-1, pp. 13 et 14).

situation précaire peut prétendre afin de mener une existence conforme à la dignité humaine⁽¹¹⁾. Ces matières ne peuvent être considérées comme ayant été figées dans l'état dans lequel se trouvait la législation lors de l'adoption de l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale. Compte tenu de ce que la mission des centres publics d'aide sociale consiste notamment à "assurer aux personnes et aux familles l'aide due par la collectivité" (art. 57, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi organique du 8 juillet 1976, figurant dans le chapitre IV de cette loi), l'autorité fédérale est donc compétente pour préciser, limiter ou étendre l'ensemble des missions des centres publics d'aide sociale⁽¹²⁾. Il appartient au législateur fédéral de déterminer lui-même la teneur des règles applicables et de déterminer le niveau des droits de base qu'il reconnaît dans le cadre de la législation relative aux centres publics d'aide sociale⁽¹³⁾. Dans la mesure où il s'agit de créer de nouveaux droits, la compétence fédérale ne peut concerner que des droits pouvant être considérés comme relevant du minimum requis pour pouvoir mener une vie conforme à la dignité humaine.

7. En conséquence, l'intervention financière de la puissance publique en vue d'assurer l'effectivité d'un accès à une connexion à l'internet et, le cas échéant, à une interface informatique ne pourrait être reconnue au titre de la compétence fédérale fondée sur l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, b), de la loi spéciale que si elle concerne les personnes visées par la matière de l'aide sociale, c'est-à-dire celles se trouvant dans une situation de précarité, à l'égard desquelles une intervention des centres publics d'aide sociale est rendue nécessaire

⁽¹¹⁾ Avis 29.847/1 du 9 mars 2000 sur une proposition de loi "instaurant le salaire-éducation" (Doc. parl., Chambre, 1999-2000, n° 426-2).

⁽¹²⁾ Avis 32.304/3 du 22 janvier 2002 sur un avant-projet devenu la loi du 4 septembre 2002 visant à convier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies (Doc. parl., Chambre, 2001-2002, n° 50-1664/1, pp. 13 et 14, n° 3).

⁽¹³⁾ Voy. l'avis 26.605/3 précité (Doc. parl., Sénat, 1996-1997, n° 1-538/2, pp. 5 et 6, n°s 3.2.4 et 3.2.5).

pour leur permettre de mener une vie conforme à la dignité humaine. Ce dispositif doit s'intégrer pour le surplus à la législation relative aux centres public d'aide sociale ⁽¹⁴⁾.

En l'espèce, plusieurs éléments de l'amendement ne rencontrent pas ces conditions :

- 1° Ce ne sont pas les centres publics d'aide sociale qui sont désignés pour accorder l'aide financière prévue. L'amendement ne s'inscrit d'ailleurs pas dans la législation relative aux centres publics d'aide sociale, mais se présente comme un chapitre autonome du projet de loi-programme.
- 2° Seules les deux premières catégories des bénéficiaires, déterminées à l'article (4), 1° et 2°, de l'amendement, peuvent être considérées comme se trouvant en situation de précarité. Si l'on ne peut exclure que des personnes appartenant aux quatre autres catégories, et même la plupart d'entre elles, puissent être ainsi considérées, tel n'est pas le cas nécessairement : on ne peut notamment écarter l'hypothèse que les personnes visées disposent de ressources ou soient dans une situation leur permettant d'échapper à la précarité.
- 3° Plus fondamentalement, en limitant l'accès au programme à une période d'un an, en prévoyant la possibilité de l'allonger ou de l'écourter en fonction du budget disponible et en limitant celui-ci à 30.000.000 euros ⁽¹⁵⁾, l'amendement limite dans le temps l'octroi de l'aide financière et ne garantit pas que toutes les personnes remplissant les conditions d'octroi pourront en bénéficier. Il ne peut donc être considéré comme créant un nouveau "droit de base" dans le cadre de l'aide sociale.

⁽¹⁴⁾ Le Conseil d'Etat a rappelé à cet égard dans son avis précité 26.605/3 que la mise en oeuvre de la compétence fédérale ne doit pas nécessairement s'inscrire dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, mais que le règlement des droits de base en la matière doit se faire "dans le cadre de la législation relative aux centres publics d'aide sociale", comme l'était par exemple à l'époque, avant son abrogation, la loi précitée du 7 août 1974 (Doc. parl., Sénat, 1997-1998, n° 1-538/2, p. 6, n° 3.2.5).

⁽¹⁵⁾ Articles (7) et (8) de l'amendement.

8. En conclusion, tel qu'il est conçu, l'amendement excède les compétences du législateur fédéral.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt deze motivering, zoals ze in de brief met de adviesaanvraag opgenomen is, aldus :

"De hoogdringendheid wordt verantwoord door de snelle evolutie van de technologie en de impact ervan op de sociaal-economische samenleving. De alfabetisering en het verschaffen van de nodige middelen ertoe, zoals onder andere beoogd door het programma waarvan sprake, vereisen de grootste spoed opdat de digitale kloof niet verder zou verbreden. Het is van het hoogste belang de gefragiliseerde doelgroepen zo snel mogelijk in het technologisch discours te betrekken."

*

* *

Strekking van het amendement

1. Artikel (2) van het ontwerp van amendement luidt als volgt :

"De Post wordt belast met de invoering van het programma tot vermindering van de digitale kloof, dat ertoe strekt in de telecommunicatiesector in de ruime zin, aan de groepen van begunstigden bepaald in artikel (4), binnen de perken van het in artikel (7) bedoelde budget, de in artikel (5) bedoelde tegemoetkomingen toe te kennen teneinde aan deze begunstigden de toegang te verzekeren tot een internetverbinding en desgevallend tot een computerinterface teneinde de toegang te bevorderen tot de communicatie, tot de onder meer in het vooruitzicht van het e-government ontwikkelde informatiebronnen en tot de arbeidsmarkt in het kader van telewerk."

De groepen van begunstigden van deze "tegemoetkoming" worden in artikel (4) als volgt bepaald :

- "1° de rechthebbenden op maatschappelijke integratie bedoeld in de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie die genieten van een maatregel van tewerkstelling of van een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie;

.../...

- 2° de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn geselecteerd op basis van een project van terbeschikkingstelling van informaticamateriaal aan hun publiek;
- 3° de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen, gezinshoofden of alleenstaanden, die hebben genoten of genieten van een begeleidingsmaatregel voor werkloze;
- 4° de huishoudens met minstens één kind ten laste, waarvan het netto belastbaar jaarinkomen minder bedraagt dan EUR 13.730,98, meer EUR 2.500 per bijkomend kind;
- 5° de jonge ondernemers die aan de voorwaarden voldoen om een uitkering te genieten van het Participatiefonds;
- 6° de rechthebbenden op een rustpensioen, waarvan het netto belastbaar jaarinkomen minder bedraagt dan EUR 13.730,98."

In de algemene uiteenzetting wordt ter rechtvaardiging van het amendement gesteld dat het amendement "(ertoe) strekt (...) bepaalde aspecten te regelen van de financiering en de invoering van het programma tot vermindering van de digitale kloof waartoe het initiatief werd genomen door de Minister van Werkgelegenheid en Gelijke Kansen en door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties".

De Koning wordt bij artikel (6) gemachtigd om de vorm en de toekennings- en terugbetalingvoorwaarden van de tegemoetkomingen te bepalen.

Artikel (2), tweede en derde lid, machtigt de Koning om de bevoegdheden te bepalen die aan De Post worden toevertrouwd met het oog op de uitvoering van de opdracht die haar bij het amendement wordt toevertrouwd, en bepaalt dat de nadere regels en de voorwaarden voor de uitoefening van deze opdracht worden vastgelegd in het beheerscontract van De Post. De artikelen (3), (5) en (10) bevatten financiële bepalingen, die betrekking hebben op het bedrag van de "tegemoetkoming", de financiering van de maatregel en de waarborg van de Federale Participatiemaatschappij.

Artikel (8), eerste lid, beperkt de toegang tot het bij het amendement ingevoerde programma tot een periode van één jaar, die kan worden verlengd of ingekort naargelang het beschikbare budget, waarover in artikel (7) gesteld wordt dat het "(...) maximaal 30.000.000 EUR (zal) bedragen".

Artikel (8), tweede en derde lid, machtigt de Koning om de nadere administratieve regels voor de uitvoering van de maatregel vast te stellen en om "de toetredingsregels (te bepalen) die zullen moeten onderschreven worden en de voorwaarden die zullen moeten vervuld worden door de distributeurs of verkopers van computers en/of internetverbindingen die wensen deel te nemen aan het programma tot vermindering van de digitale kloof". Artikel (9) handelt over de hoedanigheid van de documenten of titels die De Post uitgeeft in het kader van het amendement, vergeleken bij de "waardebonnen in de zin van de artikelen 63 tot en met 68 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument". De artikelen (11) en (12) bevatten strafbepalingen en artikel (13) schrijft voor dat het ontworpen hoofdstuk in werking treedt op 1 januari 2003.

Bevoegdheid van de federale overheid

2. De gemachtigde van de minister is gevraagd om uit te leggen waarop de bevoegdheid van de federale overheid steunt om het amendement uit te vaardigen. Daarop heeft hij geantwoord dat de federale overheid bevoegd is inzake telecommunicatie.

Dit standpunt kan niet worden gevolgd. Het amendement strekt er immers hoofdzakelijk toe hulp te verstrekken aan bepaalde categorieën van personen die als kansarmen worden beschouwd, waardoor ze toegang kunnen hebben tot bepaalde vormen van telecommunicatie. Het heeft niet tot doel de telecommunicatie strikt genomen te regelen en heeft niet in die mate betrekking op deze aangelegenheid dat het geacht moet worden er deel van uit te maken. Dit zou niet het geval zijn indien het amendement ertoe zou strekken aan de telecommunicatie-operatoren of aan sommige ervan de verplichting op te leggen, zoals trouwens reeds tot op zekere hoogte wordt bepaald in de van kracht zijnde wetgeving ⁽¹⁾, om bepaalde categorieën van de bevolking tegen een verminderd tarief toegang te verschaffen tot de telecommunicatienetwerken- en diensten ⁽²⁾. Het amendement heeft niet tot doel een verplichting van deze aard op te leggen aan de telecommunicatie-operatoren. In dit verband is het trouwens voldoende vast te stellen dat

⁽¹⁾ Artikel 84, 8°, en bijlage B bij bijlage 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

⁽²⁾ In die zin advies 32.669/4, gegeven op 22 april 2002, over een voorontwerp van decreet "relatif à la création d'un Fonds social de l'eau en Région wallonne".

het amendement geenszins betrekking heeft op de exploitanten van telecommunicatienetwerken, noch op de leveranciers van telecommunicatiediensten.

Het feit dat het amendement ertoe strekt de invoering van het programma aan De Post toe te vertrouwen, verandert niets aan deze constatering. Artikel 141 van de voormelde wet van 21 maart 1991 bepaalt weliswaar dat dit bedrijf belast kan worden met opdrachten van openbare dienst, maar het spreekt vanzelf dat de federale overheid aan dat bedrijf geen opdracht mag toevertrouwen die niet tot haar eigen bevoegdheid behoort.

Bijgevolg kan het amendement niet geacht worden een aangelegenheid van telecommunicatie te regelen en kan het in dat opzicht niet onder de bevoegdheid van de federale overheid ressorteren.

3. Gelet op de omstandigheid dat het amendement, zoals zonet is uiteengezet, ertoe strekt een steunmaatregel in te voeren bedoeld voor bepaalde categorieën van personen op basis van criteria die verband houden met hun maatschappelijke toestand, behoort te worden nagegaan of de federale overheid over bevoegdheden terzake beschikt. Dat onderzoek dient te geschieden op grond van de relevante bepalingen tot verdeling van de bevoegdheid terzake, namelijk de artikelen 128 en 130 van de Grondwet, artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en artikel 4, § 2, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

Krachtens de artikelen 128, § 1, en 130, § 1, eerste lid, 2°, en tweede lid, van de Grondwet regelen de gemeenschappen de persoonsgebonden aangelegenheden, zoals die vastgesteld worden bij de wet, aangenomen met een bijzondere meerderheid wat de Franse en de Vlaamse Gemeenschap betreft, en met een gewone meerderheid wat de Duitstalige Gemeenschap betreft. Artikel 5, § 1, II, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarnaar verwezen wordt in artikel 4, § 2, van de voormelde wet van 31 december 1983, bepaalt dat de persoonsgebonden aangelegenheden onder meer "de bijstand aan personen" omvatten. In diezelfde bepaling wordt een nauwkeuriger opsomming gegeven van zeven aangelegenheden die onder die bevoegdheid ressorteren, waarbij die aangelegenheden worden gepreciseerd en daarbij in voorkomend geval enig voorbehoud wordt gemaakt; het gaat om de volgende aangelegenheden : (1°) "het

.../...

gezinsbeleid (...); (2°) "het beleid inzake maatschappelijk welzijn (...); (3°) "het beleid inzake onthaal en integratie van inwijkelingen"; (4°) "het beleid inzake minder-validen (...); (5°) "het bejaardenbeleid (...); (6°) "de jeugdbescherming (...)" en (7°) "de sociale hulpverlening aan gedetineerden (...)"

In een zaak betreffende een decreet houdende de organisatie van een zorgverzekering, heeft het Arbitragehof die opdracht van bevoegdheid als volgt geïnterpreteerd :

"Uit die bepalingen kan worden afgeleid dat de Grondwetgever en de bijzondere wetgever de gemeenschappen de hele materie betreffende de bijstand aan personen als persoonsgebonden aangelegenheden wilden toevertrouwen en dat die met name de hulp en bijstand aan gezinnen, het beleid inzake maatschappelijk welzijn, het beleid inzake mindervaliden en het bejaardenbeleid omvat. (...).

Het heeft weinig belang dat de categorie van begunstigten van de bestreden maatregelen niet uitdrukkelijk in de opsomming van artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet 10 van 8 augustus 1980 is vermeld. Men moet immers ervan uitgaan dat de Grondwetgever en de bijzondere wetgever, voor zover zij er niet anders over hebben beschikt, aan de gemeenschappen en gewesten de volledige bevoegdheid hebben toegekend tot het uitvaardigen van de regels die eigen zijn aan de hun toegewezen aangelegenheden.

De bijstand waarin de gemeenschappen kunnen voorzien is derhalve niet beperkt tot de diverse categorieën van personen die worden vermeld in artikel 5, § 1, II." ⁽³⁾.

Het amendement heeft dan ook betrekking op een aangelegenheid die in principe tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort.

4. Er behoort evenwel te worden onderzocht of de federale overheid in casu niet kan steunen op deze of gene uitzondering op de bevoegdheid van de gemeenschappen.

Gelet op de strekking van het onderzochte amendement is alleen artikel 5, § 1, II, 2°, a) en b), van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, in onderlinge

⁽³⁾ Arbitragehof, arrest nr. 33/2001 van 13 maart 2001, overw. B.3.3. en B.3.4. Zie in deze zin eveneens advies 31.310/3 dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 5 april 2001 heeft uitgebracht (Gedr. St., Vlaams Parlement, 1999-2000, nr. 355-2, blz. 4-12).

samenhang gelezen met artikel 4, § 2, van de voormelde wet van 31 december 1983 relevant. Dat artikel 5, § 1, II, 2°, a) en b), luidt als volgt :

"De persoonsgebonden aangelegenheden (...) zijn :

II. Wat de bijstand aan personen betreft :

(...)

- 2° Het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de organieke regels betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van :
 - a) de vaststelling van het minimumbedrag, de toekenningsvoorwaarden en de financiering van het wettelijk gewaarborgd inkomen overeenkomstig de wetgeving tot instelling van het recht op een bestaansminimum;
 - b) de aangelegenheden met betrekking tot de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die geregeld zijn in de artikelen 1 en 2 en in de hoofdstukken IV, V en VII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, onverminderd de bevoegdheid van de Gemeenschappen om aanvullende of bijkomende rechten toe te kennen."

Voorzover het beleid inzake maatschappelijk welzijn bij die bepaling in principe aan de gemeenschappen is opgedragen, luidt de vaste rechtspraak van het Arbitragehof en van de afdeling wetgeving van de Raad van State als volgt :

"Het in die bepaling bedoelde beleid is specifiek gericht op het verschaffen van bijstand aan mensen die in nood verkeren. De aard en de oorzaak van de nood spelen bij dit aspect van de bijstand aan personen in beginsel geen rol. De bijstand waarin de gemeenschappen op grond van die bepaling kunnen voorzien is derhalve (...) niet beperkt tot de diverse categorieën van personen die worden vermeld in de overige onderdelen van artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, noch tot het verlenen van een niet gedifferentieerde bijstand." ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Arbitragehof, arrest nr. 110/99 van 14 oktober 1999, overw. B.7.5.1.; zie in dezelfde zin Arbitragehof, arrest nr. 101/2001 van 13 juli 2001, overw. B.5.1.; advies 29.966-29.969/VR, van 2 mei 2000 (Gedr. St., Kamer, 1999-2000, nr. 50-19/3, blz. 6, nr. 2); advies 32.233/3 van 4 december 2001 over het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op sociale integratie (Gedr. St., Kamer, 2001-2002, nr. 50-1603/1, blz. 66, nr. 5).

Een federale bevoegdheid terzake zou alleen kunnen worden aanvaard als daarvoor grond te vinden is in de uitzonderingen vervat in de onderdelen a) en b) van artikel 5, § 1, II, 2°, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

5. Krachtens de bevoegdheid inzake het "vaststellen van het minimumbedrag, de toekenningsvoorwaarden en de financiering van het wettelijk gewaarborgd inkomen overeenkomstig de wetgeving tot instelling van het recht op een bestaansminimum" die op grond van het voormelde onderdeel a) aan de federale overheid is opgedragen, kan de federale wetgever maatregelen treffen die hoofdzakelijk gekenmerkt worden door de toekenning van financiële steun die dient om ervoor te zorgen dat degene die deze steun krijgt over voldoende bestaansmiddelen beschikt. Die maatregelen moeten er in principe toe strekken de totale financiële toestand van de betrokkenen te verbeteren zodat die op een niveau komen waardoor ze overeenkomstig artikel 23, eerste lid van de Grondwet een menswaardig leven kunnen leiden ⁽⁵⁾. De maatregelen inzake maatschappelijke integratie die bij die gelegenheid worden uitgevoerd, kunnen als een onderdeel van de federale

⁽⁵⁾ Zie ook advies 26.605/3 van 25 november 1997, waarin, toen de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum nog niet vervangen was door de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, in verband met een voorstel van wet dat onder meer strekte tot toekenning van een huisvestingstoelage voor de minimuminkomens, het volgende is geoordeeld :
"De (bij artikel 5, § 1, II, 2°, a) van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 toegekende) bevoegdheid maakt het mogelijk dat de federale overheid, bij het vaststellen van het minimumbedrag van het wettelijk gewaarborgd inkomen, voorziet in een verhoging van dat bedrag ten gunste van personen die zich in een bepaalde noodsituatie bevinden.
Die verhoging dient dan wel de vorm aan te nemen van een supplement op het bestaansminimum, en dus o.m. afhankelijk te zijn van het vervullen van de voorwaarden voor het verkrijgen van het bestaansminimum.
De voorgestelde regeling voorziet in een tegemoetkoming van een andere aard. Het gaat hier niet om het verhogen van het bedrag van het bestaansminimum, maar om het creëren van een nieuw recht. De toekenning van dat recht hangt bovendien niet af van het vervuld zijn van alle voorwaarden voor het verkrijgen van een bestaansminimum.
Ondanks de band die het voorstel legt met de wetgeving tot instelling van het recht op een bestaansminimum, kan daarom niet besloten worden tot de bevoegdheid van de federale overheid op grond van de voornoemde uitzondering" (advies 26.605/3 van 25 november 1997, Gedr. St. Senaat, 1996-1997, nr. 1-538/2, blz. 3, nr. 3.1.).

bevoegdheid worden beschouwd als ze voldoende verband vertonen met die doelstelling die nagestreefd wordt ongeacht het voorwerp van de steun ⁽⁶⁾.

Zulks is niet het geval met de maatregelen waarin het amendement voorziet, aangezien ze geen verband houden met de totale bestaansmiddelen van de begunstigden, maar specifiek met de financiële steun voor toegang tot een aansluiting op het internet en, in voorkomend geval, tot een computerinterface.

De federale wetgever kan zijn bevoegdheid om het onderzochte amendement aan te nemen bijgevolg niet ontleen aan artikel 5, § 1, II, 2°, a), van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980. Die conclusie geldt voor alle begunstigden in kwestie, dat wil zeggen ook "de rechthebbenden op maatschappelijke integratie (...)" bedoeld in artikel (4), 1°, van het amendement.

6. De andere pertinente uitzondering op de regel dat de federale overheid ter zake niet bevoegd is, is gebaseerd op punt b van artikel 5, § 1, II, 2°, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Uit die bepaling ⁽⁷⁾ volgt dat de federale overheid bevoegd blijft om "aangelegenheden" te regelen die omschreven worden door verwijzing naar hetgeen het voorwerp uitmaakt van een aantal artikelen en hoofdstukken van de organieke wet van 8 juli 1976.

Met name artikel 1 en hoofdstuk IV van die laatste wet zijn voor het onderzoek van de eventuele bevoegdheid van de federale overheid van belang. Artikel 1 bepaalt dat elke persoon recht heeft op maatschappelijke dienstverlening, welke tot doel heeft eenieder in de mogelijkheid te stellen een leven te leiden dat beantwoordt aan de

⁽⁶⁾ Aldus heeft de federale wetgever de voormelde wet van 26 mei 2002 kunnen aannemen, waarbij de voornoemde wet van 7 augustus 1974 is opgeheven en waarbij het bestaansminimum vervangen is door het leefloon. Op grond van die bevoegdheid heeft hij het bedrag en de algemene regeling voor de toekenning en de financiering ervan kunnen vaststellen. Voorts heeft hij daarvan verscheidene aspecten kunnen regelen, zoals bijvoorbeeld de regelingen die voorzien in een meer actief gebruik van het leefloon of die een begeleidende maatregel van dat gebruik vormen (Zie het voormelde advies 32.233/3, Gedr. St. Kamer, 2001-2002, nr. 50-1603/1, blz. 68 en 69, nr. 7 en 8).

⁽⁷⁾ Zie de tekst van artikel 5, § 1, II, 2°, b), hierboven, onder nr. 4.

menselijke waardigheid ⁽⁸⁾. Aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt de verplichting opgelegd de bedoelde dienstverlening te verzekeren. Hoofdstuk IV van de organieke wet bevat nadere bepalingen i.v.m. de taken van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Maatschappelijke dienstverlening wordt daarin bevestigd als een van de taken waartoe die centra gehouden zijn ⁽⁹⁾.

Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, worden de in artikel 5, § 1, II, 2, a) en b), bedoelde aangelegenheden geacht betrekking te hebben op "basisrechten", in de zin van "het minimum dat aan alle in België verblijvende personen gegarandeerd wordt", met dien verstande dat de gemeenschappen aanvullende en bijkomende rechten kunnen toekennen ⁽¹⁰⁾. De uitzonderingen waarin die bepaling voorziet, geven aldus duidelijk de bedoeling weer om de bevoegdheid om de minimumuitkeringen te bepalen waarop eenieder die in een bestaansonzekere situatie verkeert, aanspraak kan maken om een menswaardig bestaan te leiden, binnen de bevoegdheid van de federale wetgever te behouden ⁽¹¹⁾. Die aangelegenheden mogen niet worden beschouwd als zijnde vergrendeld in de stand waarin de wetgeving zich bevond toen artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet is aangenomen. Gelet op het feit dat de taak van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn er onder meer in bestaat "aan personen en gezinnen de dienstverlening te verzekeren waartoe de gemeenschap gehouden is" (artikel 57, § 1, eerste lid, van de organieke wet van 8 juli 1976, dat voorkomt in hoofdstuk IV van die wet), is de federale overheid dus bevoegd om het takenpakket van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn te preciseren, te beperken of uit te breiden ⁽¹²⁾. Het staat aan de

⁽⁸⁾ Dit recht is ondertussen erkend als een van de economische, sociale en culturele rechten gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet (zie inzonderheid artikel 23, derde lid, 2°, in zoverre dit het recht op o.m. sociale bijstand waarborgt).

⁽⁹⁾ Zie bijv. de artikelen 57, 57bis en 57ter van de voornoemde wet van 8 juli 1976.

⁽¹⁰⁾ Zie de toelichting bij het voorstel dat de bijzondere wet van 16 juli 1993 is geworden (Gedr. Stuk, Senaat, 1992-1993, nr. 558-1, blz. 13 en 14).

⁽¹¹⁾ Advies 29.847/1 van 9 maart 2000 over een voorstel van wet "tot invoering van het opvoedersloon" (Gedr. Stuk, Kamer, 1999-2000, nr. 426-2).

⁽¹²⁾ Advies 32.304/3 van 22 januari 2002 over een voorontwerp dat de wet van 4 september 2002 is geworden houdende toewijzing van een opdracht aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn inzake de begeleiding en de financiële maatschappelijke steunverlening aan de meest hulpbehoevenden inzake energielevering (Gedr. Stuk, Kamer, 2001-2002, nr. 50-1664/1, blz. 13 en 14, nr. 3).

federale wetgever om zelf de inhoud van de toepasselijke rechtsregels te bepalen, alsook het niveau van de basisrechten die hij erkent in het kader van de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ⁽¹³⁾. In zoverre nieuwe rechten worden geschapen, kan de federale overheid alleen bevoegd zijn inzake rechten die beschouwd kunnen worden als rechten die verband houden met het minimum dat nodig is om een menswaardig bestaan te kunnen leiden.

7. Als gevolg daarvan kan een financiële tegemoetkoming van de overheid met het oog op het garanderen van een effectieve toegang tot een Internetverbinding en, in voorkomend geval, van computerinterface alleen als een federale bevoegdheid gebaseerd op artikel 5, § 1, II, 2°, b), van de bijzondere wet opgevat worden indien die tegemoetkoming personen betreft op wie de aangelegenheid van de sociale bijstand toepasselijk is, dat wil zeggen diegenen die in een bestaansonzekere situatie verkeren, ten aanzien van wie voorzien wordt in een tegemoetkoming van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn opdat ze een menswaardig bestaan kunnen leiden. Die regeling moet bovendien ingepast wordt in de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ⁽¹⁴⁾.

In het onderhavige geval voldoet het amendement op verscheidene punten niet aan die voorwaarden :

- 1° Het zijn niet de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die ermee belast worden de voorgenomen financiële steun toe te kennen. Het amendement past overigens niet in het kader van de wetgeving betreffende de openbare centra voor

⁽¹³⁾ Zie het voornoemde advies 26.605/3 (Gedr. Stuk, Senaat, 1996-1997, nr. 1-538/2, blz. 5 en 6, nrs. 3.2.4 en 3.2.5).

⁽¹⁴⁾ De Raad van State heeft in dat verband in zijn voornoemde advies 26.605/3 eraan herinnerd dat de federale bevoegdheid niet noodzakelijkerwijs uitgeoefend hoeft te worden in het kader van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, maar dat de aangelegenheid van de basisrechten ter zake geregeld moet worden "binnen het kader van de wetgeving inzake de openbare centra voor maatschappelijk welzijn", zoals destijds bijvoorbeeld het geval was met de voornoemde wet van 7 augustus 1974, alvorens ze is opgeheven (Gedr. Stuk, Senaat, 1997-1998, nr. 1-538/2, blz. 6, nr. 3.2.5).

maatschappelijk welzijn, maar dient zich aan als een zelfstandig hoofdstuk in het ontwerp van programmawet.

- 2° Alleen de eerste twee categorieën van begunstigden genoemd in artikel (4), 1° en 2°, van het amendement kunnen worden beschouwd als personen die in een bestaansonzekere situatie verkeren. Er kan niet worden uitgesloten dat personen die tot de overige vier categorieën behoren, en zelfs de meesten onder hen, beschouwd kunnen worden als verkerend in een bestaansonzekere situatie, maar dat is niet noodzakelijkerwijs zo : zo is het namelijk mogelijk dat de bedoelde personen over de nodige geldmiddelen beschikken of zich bevinden in een geval dat hen het vooruitzicht biedt aan die bestaansonzekere situatie te ontsnappen.
- 3° Een fundamentele bezwaar is dat het amendement, doordat het de toegang tot het programma beperkt tot een tijdvak van één jaar, doordat het voorziet in de mogelijkheid om de duurtijd te verlengen of te verkorten naargelang van de beschikbare budgettaire middelen en doordat het een maximumbedrag van 30.000.000 euro bepaalt ⁽¹⁵⁾, de toekenning van de financiële steun beperkt in de tijd en niet garandeert dat al wie aan de voorwaarden voor de toekenning ervan voldoet, die steun zal genieten. Het amendement kan dus niet aldus worden opgevat dat het een nieuw "basisrecht" in het kader van de sociale bijstand doet ontstaan.

8. Het besluit is dan ook dat het amendement, zoals het is uitgewerkt, de bevoegdheden van de federale wetgever te buiten gaat.

⁽¹⁵⁾ De artikelen (7) en (8) van het amendement.

Les chambres réunies étaient composées de

De verenigde kamers waren samengesteld uit

Monsieur
de Heer

W. DEROOVER,

premier président du Conseil d'Etat, président,
eerste voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

D. ALBRECHT,
P. LEMMENS,
P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Mesdames
Mevrouwen

F. LIEVENS,
C. GIGOT,

greffiers,
griffiers.

Les rapports ont été présentés par MM. L. DETROUX et W. PAS, auditeurs. Les notes du bureau de coordination ont été rédigées et exposées par M. J. DRIJKONINGEN, premier référendaire, et Mme A.-F. BOLLY, référendaire.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. L. DETROUX en W. PAS, auditeurs. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de H. J. DRIJKONINGEN, eerste referendaris, en Mevr. A.-F. BOLLY, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - LE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

W. DEROOVER